



LA PRESSE

La Presse

Monde, jeudi 10 mars 2005, p. A18

Rencontre avec Amine Gemayel

Hachey, Isabelle

Beyrouth - Le destin d'Amine Gemayel est intimement lié à celui du Liban. Son frère, Béchir, venait à peine de prendre le pouvoir, en 1982, lorsqu'il a été brutalement assassiné. Amine Gemayel a pris le relais à la présidence du Liban, alors en pleine guerre civile, jusqu'à ce qu'il soit forcé à l'exil en 1988. De retour au pays depuis cinq ans, ce chrétien maronite milite activement pour le retrait de l'armée syrienne. La Presse l'a rencontré à Beyrouth au début de la semaine, quelques jours avant l'importante manifestation pro-syrienne organisée par le Hezbollah.

LA PRESSE: Le soulèvement populaire antisyrrien, les manifestations dans les rues de Beyrouth et la démission du gouvernement libanais pro-syrien vous ont-ils surpris?

AMINE GEMAYEL: Ce qui se produit, c'est l'expression d'un ras-le-bol généralisé contre la situation politique intérieure: la corruption, le laisser-aller, l'incompétence des autorités en place. C'est aussi l'expression d'un ras-le-bol contre la présence syrienne au Liban. Contrairement à tous ses engagements, la Syrie a maintenu par la force son armée sur notre territoire alors qu'un retrait progressif avait été convenu à partir de 1991 dans l'accord de Taëf (qui a scellé en 1989 la fin de la guerre civile libanaise). C'est l'assassinat de Rafic Hariri (l'ancien premier ministre libanais, le 14 février) qui a déchaîné toutes ces passions. Le Liban était comme une marmite pressurisée.

La Syrie ne joue-t-elle pas un rôle de pompier au Liban, prête à éteindre les feux qui couvent entre les différentes communautés du pays?

Quand il n'y a pas de pyromanes, on n'a pas besoin de pompiers. Le rôle de la Syrie au Liban a été beaucoup plus néfaste que salubre. La Syrie a empêché les institutions libanaises de fonctionner. Elle a opéré une mainmise totale sur toutes les grandes institutions constitutionnelles, comme la présidence de la république, le Conseil de ministres et la Chambre des députés. C'est la Syrie qui désigne les ministres, c'est elle qui contrôle la justice et l'armée, et même certains partis et syndicats. C'est toute la vie nationale qui est sous la coupe des services de renseignements syriens. Sans oublier la corruption massive et monstrueuse à l'avantage des responsables syriens et de leurs acolytes libanais.

Il n'y a donc pas de danger d'un retour à la guerre civile en cas de retrait syrien?

On appelait le Liban " la Suisse de l'Orient " avant l'entrée de l'armée syrienne (en 1976, au début de la guerre civile). C'est depuis que l'armée syrienne est entrée au Liban pour jouer au pompier pyromane qu'elle a instauré le chaos institutionnel et politique au pays. Et c'est ce chaos, voulu par la Syrie, qui donne l'impression qu'elle est devenue indispensable. Elle a créé le vide institutionnel pour justifier la pérennité de sa présence au Liban.

Mais que veut donc la Syrie?

Son objectif n'est rien d'autre qu'une annexion pure et simple. Elle refuse toujours de reconnaître pleinement la souveraineté libanaise. C'est plus fort qu'elle. Elle n'arrive pas à concevoir comment le Liban puisse être un pays indépendant. C'est ça, le fond du problème. Certains prétendent que notre pays a besoin de l'armée syrienne pour maintenir la paix civile et que sans elle, les Libanais s'entredévoreraient comme des cannibales. Mais la réalité, c'est que la Syrie considère que sa présence au Liban n'est qu'un premier pas vers une annexion, ce qui est un objectif national syrien viscéral, atavique.

Pour récupérer la souveraineté libanaise, l'opposition aura besoin de l'appui des musulmans chiites du pays, largement représentés par le Hezbollah et le parti Amal, deux formations qui s'opposent au retrait syrien. Mission impossible?

Les chiites, les druzes, les sunnites, les chrétiens, les maronites: tous ont avalisé l'accord de Taëf, qui précisait que la présence de l'armée syrienne au Liban n'était pas éternelle. Les chiites sont beaucoup plus attachés à la souveraineté libanaise qu'on ne le croit. Ils ont beaucoup participé à la consolidation de l'entité libanaise à travers l'histoire. Pour le moment, la Syrie a établi des relations privilégiées avec eux, mais ces relations n'ont pris corps que depuis les quelques dernières années et sont donc très éphémères. Le dialogue est impératif. Les chiites n'ont pas le choix d'aider à la consolidation du consensus libanais.

Voyez-vous l'avenir avec optimiste?

Nous tournons la page sur 30 ans d'hégémonie syrienne. C'est une page triste de l'histoire du Liban, comme s'il avait été mis dans un congélateur pendant 30 ans. Le pays était fermé, isolé du reste du monde. Si ce n'était des Libanais eux-mêmes qui ont bravé tout ce blocage, le Liban aurait été complètement détruit. C'est la détermination, l'ingéniosité et la témérité des Libanais qui ont gardé l'espoir en vie.

Rentré au Liban en 2000 après 12 ans d'exil à Paris, songez-vous à un retour en politique?

On ne pose pas cette question aux Gemayel. Nous sommes pétris par l'action nationale de ce pays. Mon grand-père a été chassé par les Turcs en 1910. Mon père a été emprisonné par les Français en 1937 et 1943. Mon frère a été assassiné par les Syriens en 1982 et moi, j'ai été forcé à l'exil en 1988. Aujourd'hui, mon fils est un député très engagé dans l'action nationale. Alors, chez les Gemayel, c'est une tradition de relever le défi chaque fois que l'indépendance et la souveraineté du Liban sont mises en cause.

Catégorie : Politique nationale et internationale

Sujet(s) uniforme(s) : Conflits armés; Politique extérieure et relations internationales; Frontières et territoires;

Chefs d'États et de gouvernements

Taille : Moyen, 661 mots

© 2005 La Presse. Tous droits réservés.

Doc. : news-20050310-LA-0046

Publi
